

(1)

(N° 97)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 MARS 1922.

Projet de loi modifiant les articles 8, 37, 38 et 50 de la loi du 25 mars 1876 formant le titre premier du livre préliminaire du Code de procédure civile.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Les controverses soulevées par l'application des articles 8, 37, 38 et 50 de la loi du 25 mars 1876 sur la compétence, absorbent une grande partie de l'activité judiciaire.

Afin de simplifier les règles tracées par la loi de 1876, le Gouvernement avait chargé le Conseil consultatif du Département de la Justice d'en étudier la modification. La tâche du Conseil consultatif se trouva facilitée dans une large mesure par un avant-projet de loi dû à M. le Conseiller Smits et adopté par la Commission de revision des lois d'organisation judiciaire.

C'est le texte arrêté par le Conseil consultatif dont j'ai l'honneur de vous proposer l'adoption en vous soumettant en annexe le rapport qui en constitue l'exposé des motifs.

Le Ministre de la Justice,
F. MASSON.

ANNEXE

Rapport du Comité consultatif à l'appui de son avant-projet de loi apportant certaines modifications à la loi du 25 mars 1876 sur la compétence.

La loi du 25 mars 1876 contient le titre 1^{er} du Code de procédure civile. Elle règle la compétence d'attribution et la compétence territoriale.

L'expérience judiciaire a montré que certains principes admis par cette loi ont eu pour conséquence d'entraver la solution des litiges, loin de rendre la justice plus prompte, plus simple et moins onéreuse.

Il suffit de consulter nos recueils de jurisprudence pour se rendre compte du temps que la solution des questions de compétence a fait perdre aux juges, aux avocats et, partant, aux justiciables.

Les réformes les plus urgentes à introduire dans la loi de 1876 sont relatives à la plénitude de juridiction à accorder aux tribunaux de première instance, à la reconvention, à la garantie, à la litispendance et à la connexité.

Ce sont ces réformes que formule l'avant-projet de loi soumis à votre examen.

I. — De la plénitude de juridiction à accorder aux Tribunaux de première instance.

Si les Tribunaux de première instance ont la plénitude de juridiction, ils ne sont plus incompetents *ratione materiae* pour retenir les affaires que la loi attribue à d'autres juges. Un commerçant pour faits de son commerce est appelé à comparaître devant un tribunal de première instance. Il peut opposer l'incompétence du tribunal, mais il n'en a pas l'obligation non plus que le juge n'a l'obligation de se déclarer incompetent d'office. L'ordre public n'est plus en jeu. C'est à l'assigné à opposer ce moyen et, s'il ne le fait pas *in limine litis*, l'instance est définitivement liée devant le tribunal de première instance saisi. Tout débat sur la compétence disparaît donc.

Refuser aux tribunaux de première instance la plénitude de juridiction c'est dire, au contraire, que les exceptions d'incompétence *ratione materiae* sont d'ordre public, que la partie défenderesse ne peut pas y renoncer et que le juge doit se déclarer incompetent d'office, même en Cassation.

Il résulte des travaux préparatoires de la loi de 1876 que le législateur ne s'est pas prononcé sur cette grave question et a laissé à la jurisprudence le soin de résoudre (DE PAEPE. *Études sur la compétence civile*. Première étude, nos 9 et suiv.).

Et la Cour de Cassation, par un arrêt du 12 mai 1888, *Pasic. belge* 1888, 1,234, a jugé que, sous l'empire de la loi de 1876, les tribunaux de première instance ne possèdent pas la plénitude de juridiction. Antérieurement à la loi de 1876, par un arrêt du 20 janvier 1835, *Pasic. belge*, à sa date, la Cour avait décidé que les lois qui ont déterminé les attributions des juges ordinaires n'ont pas interdit aux tribunaux de première instance de connaître des matières qui sont de la compétence des tribunaux de commerce, lorsqu'aucune des parties n'a demandé le renvoi.

Les trois Cours d'appel et les tribunaux de première instance se sont ralliés à la jurisprudence de l'arrêt de 1888.

Un texte législatif est donc nécessaire pour attribuer aux tribunaux de première instance la plénitude de juridiction.

M. de Paepé reconnaît (première étude, n° 10) que ce système, en pratique, est « incontestablement » le meilleur.

C'est le système admis en Allemagne où les tribunaux de districts (Landgerichte) ont la plénitude de juridiction (Loi du 27 janvier 1877 sur l'organisation judiciaire). Le Code de procédure civile (Loi du 30 janvier 1877) sous le titre de : De la prorogation de compétence 38, 39, 40, dispose : « Un tribunal de premier ressort, bien qu'incompétent en principe, devient néanmoins compétent par l'accord exprès ou tacite des parties. Il y aura présomption d'un accord tacite lorsque le défendeur aura plaidé au fond sans opposer l'incompétence. »

En France, la jurisprudence de la Cour de cassation est constante. Un arrêt du 15 mai 1876, D. p. 376, formule ainsi dans la règle :

L'ordre public n'est pas intéressé à ce que les commerçants ne puissent renoncer à demander leur renvoi et ils sont présumés y avoir renoncé dès qu'ils ne l'ont pas demandé *in limine litis*; d'où il résulte que ce moyen ne saurait être proposé pour la première fois devant la Cour de cassation.

* * *

L'article 8 de la loi du 25 mars 1876 est ainsi conçu :

« Les tribunaux de première instance connaissent de toutes matières, à l'exception de celles qui sont attribuées aux juges de paix, aux tribunaux de commerce et aux conseils de prud'hommes. »

L'avant-projet qui nous est soumis propose de remplacer cet article par la disposition qui suit :

« § 1. Les tribunaux de première instance connaissent de toutes matières.

» § 2. Ils ne peuvent se dessaisir des matières dévolues aux juges de paix, aux tribunaux de commerce, et aux conseils de prud'hommes, que lorsque le défendeur décline leur compétence, préalablement à toutes exceptions ou défenses.

» § 3. Ils ne connaissent toutefois pas des matières qui sont attribuées à ces juridictions par des lois spéciales. »

* *

Le Conseil consultatif approuve les §§ 1 et 2 de ce texte, qui accorde aux tribunaux de première instance la plénitude de juridiction et supprime donc le caractère d'ordre public qu'a, dans la législation actuelle, la compétence *ratione materiae*. Il propose d'ajouter au § 2 les mots : *au fond*, certaines exceptions : *l'exceptio judicatum solvi*, *l'exceptio obscuri libelli*, l'exception de mise en cause de garants paraissant préalables à l'exception d'incompétence.

Le texte déroge au principe du double degré de juridiction et permet de porter devant le tribunal de première instance directement, si les parties sont d'accord à cette fin, des procès qui sont de la compétence des juges de paix. Ce n'est qu'étendre une règle appliquée par la loi de 1876 aux actions reconventionnelles (art. 37, al. 3).

Quant au § 3 du texte proposé, le Conseil est d'avis de le supprimer.

Les mots *lois spéciales* n'ont pas de sens défini dans la science juridique. Ils donneront ouverture à de nouvelles controverses. Ils n'ont pas de raison d'être dès que les tribunaux de première instance ont la plénitude de juridiction.

* *

En conséquence le texte proposé par le Conseil consultatif est celui-ci :

« ART. 8. — Les tribunaux de première instance connaissent de toutes matières. Ils ne peuvent se dessaisir des matières dévolues aux juges de paix, aux tribunaux de commerce et aux conseils de prud'hommes que lorsque le défendeur décline leur compétence préalablement à toutes exceptions ou défenses au fond. »

2. Demandes reconventionnelles et demandes en garantie.

L'article 37 de la loi de 1876 est ainsi conçu :

« § 1. Les demandes reconventionnelles n'exerceront, en ce qui touche la compétence et le ressort, aucune influence sur le jugement de la demande principale.

» § 2. Elles seront elles-mêmes, à cet égard, considérées comme demandes principales et soumises aux règles établies ci-dessus.

» § 3. Elles seront toutefois retenues par le tribunal saisi de la demande principale, quoique la valeur soit inférieure au taux de la compétence. »

Le projet soumis propose l'abrogation du paragraphe 3 comme compris dans le nouvel article 38^{bis} ci-dessous proposé.

* *

L'article 38 de la loi de 1876 porte :

« Le juge compétent pour statuer sur la demande principale connaîtra de tous les incidents et devoirs d'instruction auxquels donne lieu cette demande.

» Toutefois, les juges de paix et les tribunaux de commerce ne pourront connaître des inscriptions en faux, des questions d'état, ni de contestations de qualité. A l'exception des déclinatoires pour incompétence, les jugements sur incidents, et les jugements d'instruction, suivront, pour la recevabilité de l'appel, le sort de la demande principale. »

L'avant-projet propose de supprimer l'alinéa 2 de cet article et d'ajouter à celui-ci les dispositions qui suivent et dont la dernière remplace l'alinéa 2 :

« ART. 38^{bis}. — Le tribunal de première instance devant lequel la demande originaire est pendante, connaîtra des demandes en garantie et des demandes reconventionnelles, même si elles sortent de ses attributions.

» En cas de connexité, il connaîtra des causes qui lui seront régulièrement renvoyées par d'autres juridictions. »

« ART. 38^{ter}. — Les demandes reconventionnelles ou en garantie seront retenues par les tribunaux de commerce et les juges de paix saisis de la demande principale, quoiqu'elles sortent de leur compétence, si leur objet ne peut être séparé de celui de la demande principale.

» Les tribunaux de commerce et les juges de paix, saisis les premiers de demandes dont l'objet ne peut être séparé de celui formé devant d'autres juridictions, connaîtront, bien qu'elles sortent de leurs attributions, des demandes qui leur seront renvoyées par ces juridictions. »

« ART. 38^{quater}. — Les juges de paix et les tribunaux de commerce ne pourront connaître des inscriptions en faux, des questions d'état, ni des contestations de qualité. »

* * *

L'esprit de ces dispositions est excellent, mais nous pensons que les textes proposés par le Conseil consultatif sont plus simplement et plus clairement rédigés : il faut craindre, en mettant fin à des controverses anciennes, d'en créer de nouvelles.

* * *

Le Conseil propose en conséquence, le texte qui suit, en ce qui concerne les demandes reconventionnelles et les demandes en garantie :

« ART. 37. — Le juge compétent pour statuer sur la demande principale connaît de tous les incidents et devoirs d'instruction, y compris les demandes reconventionnelles ou en garantie.

» A l'exception des déclinatoires pour incompétence, les jugements sur incidents et les jugements d'instruction, y compris ceux rendus sur des demandes reconventionnelles ou en garantie, suivent, pour la recevabilité de l'appel, le sort de la demande principale. »

* * *

Le principe est celui-ci : le juge qui a compétence pour juger la demande principale connaît de tous les incidents et devoirs d'instruction auxquels cette demande donne lieu.

Or, les demandes reconventionnelles, y compris celles pour procès téméraires et vexatoires, et les demandes en garantie rentrent dans la catégorie des incidents; ce mot pris dans son sens large.

Dès lors, le juge compétent pour statuer sur la demande principale doit être compétent pour statuer sur les demandes reconventionnelles et sur les demandes en garanties.

Et ainsi l'un des griefs essentiels auxquels a donné lieu la loi de 1876 disparaîtra.

D'autre part, à l'exception des déclinatoires pour incompétence, les jugements sur incidents et les jugements d'instruction, y compris ceux rendus sur des demandes reconventionnelles ou en garantie, suivront, pour la recevabilité de l'appel, le sort de la demande principale. C'est celle-ci qui détermine l'importance du litige : l'accessoire doit suivre le principal. Au surplus, il dépend du défendeur de ne pas agir par la voie reconventionnelle, d'intenter une action principale qui sera soumise aux règles ordinaires de la compétence et du ressort.

* . *

Il peut être utile de rappeler ici une observation faite par M. Allard (Rapport alinéa 1) « c'est à tort, écrit-il, que les lois de 1838 et 1841 disent *demandes reconventionnelles ou en compensation*; la demande en compensation n'est qu'une variété des demandes en reconvention. La loi, après avoir parlé du *genre*, n'avait pas à signaler l'*espèce*. Cela ne peut donner lieu qu'à une confusion avec la compensation légale. »

* . . *

Il peut être utile encore de rappeler que, dans la huitième de ses études, qu'il consacre à la *Reconvention*, M. de Paepe récapitule les cas où la reconvention est admise.

« Pour former cette action réciproque, le défendeur se fonde tantôt sur le même contrat, ou le même fait qui sert de base à l'action du demandeur... C'est ce qu'on nomme la reconvention ou *eadem causâ, ex eodem fonte*... Tantôt sur un autre contrat ou sur un fait différent... C'est ce qu'on nomme la reconvention *ex causâ dispari, ex diversa causâ*.

Enfin dans la septième de ses études, où il traite de la compétence en matière de garantie, M. de Paepe dit ceci :

« On peut définir la garantie l'obligation de tenir une personne indemne, soit en faisant rejeter l'action intentée contre elle, soit en réparant le préjudice qu'elle éprouve. »

Nous nous en référons ici aux développements que donne M. de Paepe et auquel la jurisprudence s'est généralement ralliée.

3. — Litispendance et Connexité.

Nous proposons de dire :

« En cas de litispendance ou de connexité les actions sont portées devant le

tribunal de première instance, s'il est régulièrement saisi de l'une d'elles; sinon, elles sont portées devant le juge saisi le premier. »

* *

Il y a *litispendance* lorsqu'une cause introduite devant le juge est déjà pendante devant un autre juge (de Paepe, 4^e étude, De la compétence résultant de la litispendance ou de la connexité).

L'exception déduite de la litispendance a la plus grande affinité avec l'exception de chose jugée (Code civil, art. 1351), dit M. de Paepe. Chaque fois que le jugement qui sera rendu dans une instance déjà pendante aura l'autorité de la chose jugée dans une instance postérieure, celle-ci pourra être arrêtée par l'exception de litispendance.

Quant à la *connexité*, que la loi ne définit pas, elle est surtout une question de fait. Il y a cependant controverse sur ce point et la jurisprudence n'est pas nettement fixée en Belgique.

* *

Le projet, au surplus, ne touche pas aux notions même de la litispendance et de la connexité. Il se borne à indiquer l'attitude à prendre par le juge quand il constate l'existence ou de l'une ou de l'autre.

4. — Inscription de faux, questions d'état, contestations de qualité.

Nous maintenons, plutôt par raison historique, l'incompétence des juges de paix et des tribunaux de commerce en ces matières.

5. — Article 50 de la loi de 1876.

Cet article doit être abrogé en présence des dispositions qui précèdent.

6. — Disposition transitoire.

Le texte du projet du Conseil est analogue à l'article 55 de la loi du 25 mars 1876.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 MAART 1922.

Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 8, 37, 38 en 50 der wet van 25 Maart 1876 inhoudende den Eersten Titel van het Voorafgaande Boek van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De betwistingen, waartoe de toepassing van de artikelen 8, 37, 38 en 50 der wet van 25 Maart 1876 betreffende de bevoegdheid aanleiding geeft, nemen een groot deel van de werkzaamheid der Rechtbanken in beslag.

Ten einde de door de wet van 1876 gestelde regelen te vereenvoudigen, had de Regeering aan de Raadgevende Commissie van het Departement van Justitie opdracht gegeven na te gaan welke wijzigingen daaraan zouden kunnen toegebracht worden. Het voorontwerp van wet dat door Raadsheer Smits opgemaakt en door de Commissie tot herziening der rechterlijke organisatie wetten goedgekeurd is geworden, heeft de taak der Raadgevende Commissie in ruime mate vergemakkelijkt.

De door deze Commissie vastgestelde tekst is het, dien ik de eer heb u ter aanneming voor te leggen, terwijl het als bijlage hierbijgevoegd verslag geldt als Memorie van toelichting.

De Minister van Justitie,
FULG. MASSON.

BIJLAGE

Verslag uitgebracht door de Raadgevende Commissie tot toelichting van haar voorontwerp van wet waarbij zekere wijzigingen worden aangebracht aan de wet van 25 Maart 1876 betreffende de bevoegdheid.

De wet van 25 Maart 1876 bevat den 1^{sten} titel van het wetboek van burgerlijke rechtsvordering. Zij regelt de bevoegdheid van toekenning en de territoriale bevoegdheid.

In de rechtbanken heeft de ervaring aangetoond dat zekere door de wet aangenomen grondbeginselen, in plaats van de rechtspleging te bespoedigen, te vergemakkelijken en minder bezwarend te maken, ten gevolge hadden dat de oplossing der geschillen werd belemmerd.

Men heeft slechts onze rechtskundige publicaties te raadplegen om te vernemen hoeveel tijd wegens het oplossen der kwesties van bevoegdheid er voor de rechters en advocaten, en bijgevolg ook voor de rechtzoekenden verloren is gegaan. De meest dringende wijzigingen die aan de wet van 1876 dienen aangebracht betreffen de aan de rechtbanken van eersten aanleg toe te kennen volle rechtsmacht, den tegeneisch, de zekerheidstelling, de litispendinge en den samenhang.

Het zijn deze veranderingen welke in het u voorgelegde voorontwerp van wet worden voorgesteld.

I. — Aan de rechtbanken van eersten aanleg te verleenen volle rechtsmacht.

Indien de rechtbanken van eersten aanleg volle rechtsmacht bezitten, zijn zij niet meer onbevoegd *ratione materiae* om de zaken te behouden welke de wet aan andere rechters toekent. Een koopman wordt in verband met feiten van zijn beroep geroepen om te verschijnen vóór eene rechtbank van eersten aanleg. Hij kan de onbevoegdheid der rechtbank aanvoeren, maar hij is daartoe niet verplicht, evenmin als de rechter verplicht is zich van ambtswege onbevoegd te verklaren. De openbare orde is er niet meer bij betrokken. Het is de gedaagde die dit middel dient voor te dragen en, doet hij zulks niet *in limine litis*, dan is het geding definitief aanhangig bij de rechtbank van eersten aanleg, waarbij het werd ingeleid. Aldus verdwijnen alle betwistingen aangaande de bevoegdheid.

Wanneer men aan de rechtbanken van eersten aanleg volle rechtsmacht onthoudt, dan beweert men integendeel dat de excepties van onbevoegdheid van openbare orde zijn, dat de verwerende partij daarvan niet kan afzien en dat de rechter zich van ambtswege moet onbevoegd verklaren, zelfs in cassatie.

Uit de voorbereidende werkzaamheden tot de wet van 1876 blijkt dat de wetgever zich aangaande dit belangrijk vraagstuk niet heeft uitgesproken en de oplossing ervan aan de rechtspraak heeft overgelaten. (DE PAEPE, *Études sur la compétence civile*. Eerste studie, n^o 9 en volg.).

Bij arrest van 12 Mei 1888, *Pasic. B.*, 1888, I, 234, heeft het Hof van Cassatie geoordeeld dat, onder de wet van 1876, de rechtbanken van eersten aanleg geen volle rechtsmacht bezitten. Vóór de wet van 1876 had het Hof bij arrest van 20 Januari 1835, *Pasic. B.*, beslist dat de wetten, waarbij de bevoegdheid der gewone rechters werd bepaald, aan de rechtbanken van eersten aanleg niet verboden van de tot de bevoegdheid der rechtbanken van koophandel behorende zaken kennis te nemen wanneer geene der partijen de verwijzing heeft aangevraagd.

De drie hoven van beroep en de rechtbanken van eersten aanleg hebben zich bij de rechtspraak van het arrest van 1888 aangesloten. Er is dus een wetstekst noodig om aan de rechtbanken van eersten aanleg volle rechtsmacht toe te kennen.

De heer de Paepe erkent (Eerste studie, n^o 10) dat dit stelsel op practisch gebied « onbetwistbaar » het beste is.

Het is dit stelsel dat in Duitschland is aangenomen waar de gewestelijke rechtbanken (Landgerichte) volle rechtsmacht bezitten (Wet van 27 Januari 1877 op de rechterlijke organisatie). Onder den titel : « Verlenging van bevoegdheid, 38, 39, 40, bepaalt het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering (Wet van 30 Januari 1877) : « Ofschoon principieel onbevoegd, wordt eene rechtbank van eersten aanleg nochtans bevoegd wanneer er eene uitdrukkelijke of stilzwijgende overeenkomst bestaat tusschen partijen. Er bestaat vermoeden van stilzwijgende overeenkomst wanneer de verweerder ten principale heeft geantwoord, zonder de onbevoegdheid tegen te stellen. »

In Frankrijk is de rechtspraak van het Hof van Cassatie onveranderlijk. Een arrest van 15 Mei 1876, D. P. 1876, le d. 376, formuleert aldus den regel :

De openbare orde heeft er geen belang bij dat de kooplieden niet mogen afzien van de verwijzing en zij worden verondersteld daarvan te hebben afgezien, zoodra zij deze niet *in limine litis* hebben aangevraagd; waaruit volgt dat dit middel niet voor de eerste maal voor het Hof van Cassatie kan voorgesteld worden.

. . .

Artikel 8 der wet van 25 Maart 1876 luidt als volgt :

« De rechtbanken van eersten aanleg nemen kennis van alle zaken, met uitzondering van degene die toegekend zijn aan de vrederechters, aan de rechtbanken van koophandel en aan de werkrechtersraden. »

Het voorgelegde voorontwerp stelt voor dit artikel door de volgende bepaling te vervangen :

« § 1. De rechtbanken van eersten aanleg nemen kennis van alle zaken.

» § 2. Zij kunnen de aan de vrederechters, rechtbanken van koophandel en werkrechtcraden toegekende zaken slechts uit de handen geven, indien de verweerder hunne bevoegdheid afwijst vóór alle exceptie of verwering.

» § 3. Zij nemen evenwel geene kennis van de zaken welke aan die rechtbanken door bijzondere wetten worden toegekend. »

. * .

De raadgevende commissie hecht goedkeuring aan de §§ 1 en 2 van dezen tekst, waarbij aan de rechtbanken van eersten aanleg volle rechtsmacht wordt verleend en de bevoegdheid *ratione materiae* het karakter van openbare orde verliest, dat zij onder de tegenwoordige wetgeving wel heeft.

Daar sommige excepties : *exceptio judicatum solvi*, *exceptio obscuri libelli*, de exceptie van inzaakstelling van borgen, naar onze meening, de exceptie van onbevoegdheid dienen vooraf te gaan, stelt de raadgevende commissie voor aan § 2 de woorden « ten principale » toe te voegen.

De tekst wijkt af van het beginsel van den dubbelen graad van rechtsmacht en laat toe, indien de partijen het daarover eens zijn, rechtsgedingen die tot de bevoegdheid van den vrederechter behooren rechtstreeks voor de rechtbank van eersten aanleg te brengen. Dit is niets dan eene uitbreiding van een door de wet van 1876 op de tegeneischen toegepasten regel (art. 37, lid 3).

Wat § 3 van de voorgestelden tekst betreft, de commissie is van oordeel dat hij dient geschrapt.

De woorden « bijzondere wetten » hebben in de rechtswetenschap geene juist omschreven beteekenis. Zij zullen tot nieuwe betwistingen aanleiding geven. Zij zullen tot nieuwe betwistingen aanleiding geven. Zij zijn overbodig zoodra de rechtbanken van eersten aanleg volle rechtsmacht bezitten.

. * .

De door de raadgevende commissie voorgestelde tekst luidt dus als volgt :

« Art. 8. — De rechtbanken van eersten aanleg nemen kennis van alle zaken. Zij kunnen de aan de vrederechters, rechtbanken van koophandel en werkrechtcraden toegekende geschillen slechts uit de handen geven, indien de verweerder hunne bevoegdheid afwijst vóór hij alle exceptiën, of zijn antwoord ten principale heeft voorgedragen. »

2. — Tegeneischen en eischen tot zekerheidstelling.

Artikel 37 der wet van 1876 luidt als volgt :

« § 1. De tegeneischen oefenen, wat de bevoegdheid en het rechtsgebied betreft, geenen invloed uit op het vonnis over den hoofdeisch. »

« § 2. Zij worden, te dien opzichte, zelven als hoofdeischen beschouwd en zijn onderworpen aan de hooger gestelde regelen. »

« § 3. Zij worden echter door de rechtbank, die den hoofdeisch in handen heeft, wederhouden, alhoewel hunne waarde onder de som van hare bevoegdheid gaat. »

Het voorgelegde ontwerp stelt voor het derde lid te schrappen, daar het in het hieronder voorgesteld nieuw artikel 38^{bis} is begrepen.

* .

Artikel 38 der wet van 1876 luidt :

« De rechter die bevoegd is om over den hoofdeisch uitspraak te doen, neemt kennis van alle tusschengeschillen en onderzoeksverrichtingen waartoe deze eisch aanleiding geeft.

» Evenwel kunnen de vrederechters en de rechtbanken van koophandel geen kennis nemen van partijstelling wegens valsheid, van vraagstukken van staat, noch van betwistingen van rechtstitel. Met uitzondering van de afwijzingen wegens onbevoegdheid, deelen de vonnissen op tusschengeschillen en de onderzoeksvonnissen, voor de ontvankelijkheid van het beroep, het lot van den hoofdeisch. »

Het voorontwerp stelt voor, de tweede alinea van dat artikel te schrappen en er de volgende bepalingen aan toe te voegen, waarvan de laatste de tweede alinea vervangt :

« ART. 38^{bis}. — De rechtbank van eersten aanleg waarbij de oorspronkelijke eisch aanhangig werd gemaakt neemt kennis van de eischen tot zekerheidstelling en van de tegeneischen, zelfs indien zij buiten hare bevoegdheid vallen.

» In geval van samenhang neemt zij kennis van de zaken die door andere rechterlijke colleges op regelmatige wijze naar haar worden verwezen. »

« ART. 38^{ter}. — De tegeneischen of de eischen tot zekerheidstelling worden door de rechtbanken van koophandel en de vrederechters bij wie de hoofdeisch werd aanhangig gemaakt behandeld, schoon zij buiten hunne bevoegdheid vallen, indien zij niet gescheiden kunnen worden van den hoofdeisch. »

De rechtbanken van koophandel en de vrederechters, bij wie het eerst eischen werden aanhangig gemaakt, die niet gescheiden kunnen worden van een bij andere rechterlijke colleges ingedienden eisch, nemen kennis van de door gemelde colleges naar hen verwezen eischen, alhoewel deze buiten hunne bevoegdheid vallen. »

« ART. 38^{quater}. — De vrederechters en de rechtbanken van koophandel nemen geen kennis van de aanklachten wegens valsheid, van de kwesties van staat, en van de betwistingen van rechtstitel. »

*
* *

De bedoeling van deze bepalingen is uitstekend, maar wij meenen dat de door raadgevende commissie voorgestelde teksten eenvoudiger en duidelijker zijn opgesteld : waar aan oude betwistingen een einde wordt gesteld, moet men zich wel in acht nemen geen nieuwe te doen ontstaan.

*
* *

Derhalve stelt de commissie den volgende tekst voor, wat betreft de tegeneischen en de eischen tot zekerheidstelling :

« Art. 37. — De rechter die bevoegd is om over den hoofdeisch uitspraak te doen neemt kennis van alle tusschengeschillen en onderzoeksverrichtingen, met inbegrip van de tegeneischen of de eischen tot zekerheidstelling.

» Met uitzondering van de afwijzingen wegens onbevoegdheid, deelen de vonnissen op tusschengeschil en de onderzoeksvonnissen, met inbegrip van de vonnissen gewezen op tegeneisch of op eisch tot zekerheidstelling, het lot van den hoofdeisch, wat de ontvankelijkheid van het beroep betreft. »

*
* *

Dit is het principieel : de rechter, die bevoegd is om over den hoofdeisch uitspraak te doen, neemt kennis van al de tusschengeschillen en onderzoeksverrichtingen waartoe bedoelde eisch aanleiding geeft.

Welnu, de tegeneischen, met inbegrip van die wegens vermetele en vexatoire gedingen, en de eischen tot zekerheidstelling behooren tot de categorie der tusschengeschillen, dit woord genomen in zijne ruimste beteekenis.

Daaruit volgt dat de rechter die bevoegd is om uitspraak te doen over den hoofdeisch, ook bevoegd moet zijn om uitspraak te doen over de tegeneischen en de eischen tot zekerheidstelling.

Aldus zal een der voornaamste bezwaren zijn weggeruimd waartoe de wet van 1876 aanleiding heeft gegeven.

Met uitzondering van de afwijzingen wegens onbevoegdheid, deelen ten anderen de vonnissen op tusschengeschillen en de onderzoeksvonnissen, met inbegrip van de vonnissen gewezen op tegeneischen of op eischen tot zekerheidstelling, het lot van den hoofdeisch, wat de ontvankelijkheid van den hoofdeisch betreft. Het belang van een geschil wordt bepaald door den hoofdeisch : wat ondergeschikt is dient de hoofdzaak te volgen. Bovendien hangt het van den verweerder af niet te handelen door middel van een tegeneisch en een hoofdvordering in te stellen waarop de gewone regelen van bevoegdheid en rechtsgebied toepasselijk zijn.

*
* *

Het is wellicht niet overbodig hier te herinneren aan een door den heer Allard gedane opmerking (Verslag, alinea I) : « Ten onrechte, schrijft hij, wordt in de wetten van 1838 en 1841 gesproken van *tegeneischen of eischen tot schuldverge-*

lijking; de eisch tot schuldvergelijking is slechts een varieteit van de tegeneischen. Na van den aard te hebben gesproken, diende de wet de soort niet te vermelden. Dat kan slechts aanleiding geven tot verwarring met de wettelijke schuldvergelijking. »

*
* *

Het kan eveneens nuttig zijn er aan te herinneren dat de heer de Paepe in de achtste der studiën, die hij aan den *tegeneisch* wijdt, de gevallen samenvat waarin de tegeneisch wordt aangenomen. « Om dien wederkeerigen eisch in te stellen, steunt de verweerder hetzij op hetzelfde contract, of op hetzelfde feit waarop de eisch van den eischer is gegrond. Dat noemt men den tegeneisch of *eadem causa, ex eodem fonte*. Hetzij op een ander contract of op een ander feit... Dat noemt men den tegeneisch *ex causâ dispari, ex diversa causâ* .. »

*
* *

Ten slotte zegt de heer de Paepe in zijne zevende studie, waar hij handelt over de bevoegdheid in zake zekerheidstelling, het volgende :

« Men kan de zekerheidstelling bepalen als de verplichting tot het vrijwaren van een persoon, hetzij door den tegen hem ingestelden eisch te doen verwerpen, hetzij door hem het geleden nadeel te vergoeden. »

Wij verwijzen hier naar de uiteenzettingen van den heer de Paepe, waarbij de rechtsgeleerden zich over het algemeen hebben aangesloten.

3. — Litispendentie en samenhang.

Wij stellen voor dit artikel als volgt te doen luiden :

« In geval van litispendentie of samenhang worden de rechtsvorderingen voor de Rechtbank van eersten aanleg gebracht, indien eene der vorderingen op regelmatige wijze bij haar aanhangig was gemaakt; zooniet worden zij vóór den eerstaangesproken rechter gebracht. »

*
* *

Er bestaat litispendentie wanneer eene voor den rechter gebrachte zaak reeds aanhangig is bij een anderen rechter (de Paepe, 4^e studie, De la compétence résultant de la litispendance ou de la connexité).

De uit de litispendentie afgeleide exceptie is zeer nauw verwant met de exceptie van gewijsde zaak (Burg. wetb. art. 1,351), zegt de heer de Paepe. Telkenmaal het vonnis, dat wordt gewezen in een reeds hangenden aanleg, kracht van gewijsde verkrijgt in een lateren aanleg, kan deze laatste worden tegengehouden door exceptie van litispendentie.

De samenhang, die door de wet niet nader wordt omschreven, is hoofdzakelijk een feitenkwestie. Dit punt wordt echter betwist en de rechtspraak dienaangaande staat in België niet bepaald vast.

*
*
*

Voor 't overige raakt het ontwerp de begrippen zelf van de litispendingie en den samenhang niet aan. Het bepaalt er zich bij de door den rechter aan te nemen houding aan te duiden, in geval hij litispendingie of samenhang vaststelt.

**4. — Aanklachten wegens valsheid, kwesties van Staat,
betwistingen van rechtstitel.**

Veeleer om historische redenen handhaven wij in deze de onbevoegdheid van de vrederechters en de rechtbanken van koophandel.

5. — Artikel 50 der wet van 1876.

In verband met de bepalingen die voorafgaan dient dit artikel geschrapt.

6. — Overgangsbepaling.

De tekst van het ontwerp der Commissie stemt overeen met artikel 55 der wet van 25 Maart 1876.

Projet de loi modifiant les articles 8, 37, 38 et 50 de la loi du 25 mars 1876 formant le Titre premier du Livre préliminaire du Code de procédure civile.

Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 8, 37, 38 en 50 der wet van 25 Maart 1876 inhoudende den Eersten Titel van het Voorafgaande Boek van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les articles 8, 37, 38 et 50 de la loi du 25 mars 1876 sont abrogés et remplacés par les dispositions qui suivent :

« ART. 8. — Les tribunaux de première instance connaissent de toutes matières. Ils ne peuvent se dessaisir des litiges dévolus aux juges de paix, aux tribunaux de commerce et aux conseils de prud'hommes que lorsque le défendeur décline leur compétence préalablement à toutes exceptions ou défenses au fond. »

« ART. 37. — Le juge compétent pour statuer sur la demande principale

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De artikelen 8, 37, 38 en 50 der wet van 25 Maart 1876 zijn ingetrokken en door de volgende bepalingen vervangen :

« ARTIKEL 8. — De rechtbanken van eersten aanleg nemen kennis van alle zaken. Zij kunnen de aan de vrede-rechters, rechtbanken van koophandel en werkrechtersraden toegekende geschillen slechts uit de handen geven, indien de verweerder hunne bevoegdheid afwijst voor hij alle exceptiën of zijn antwoord ten principale heeft voorge dragen. »

« ART. 37. — De rechter die bevoegd is om over den hoofdeisch uitspraak te

connait de tous les incidents et devoirs d'instruction, compris les demandes reconventionnelles ou en garantie.

» A l'exception des déclinatoires pour incompetence, les jugements sur incident et les jugements d'instruction, y compris ceux qui ont été rendus sur des demandes reconventionnelles ou en garantie, suivent, pour la recevabilité de l'appel, le sort de la demande principale. »

« ART. 38. — En cas de litispendance ou de connexité, les actions sont portées devant le tribunal de première instance, s'il est régulièrement saisi de l'une d'elles; sinon, elles sont portées devant le juge saisi le premier. »

« ART. 38^{bis}. — Les juges de paix et les tribunaux de commerce ne connaissent pas des inscriptions en faux, des questions d'état, ni des contestations de qualité. »

Disposition transitoire.

ART. 2.

Sont soumises à la présente loi toutes les affaires régulièrement introduites avant sa mise en vigueur, à l'exception de celles dans lesquelles il y aurait clôture des débats sur le fond.

Donné à Bruxelles, le 21 février 1922.

PAR LE ROI :
Le Ministre de la Justice,

doen, neemt kennis van alle tusschengeschillen en onderzoeksverrichtingen, met inbegrip van de tegeneischen of de eischen tot zekerheidstelling.

» Met uitzondering van de afwijzingen wegens onbevoegdheid, deelen de vonnissen op tusschengeschil en de onderzoeksvonnissen, met inbegrip van de vonnissen gewezen op tegeneisch of op eisch tot zekerheidstelling, het lot van den hoofdeisch, wat de ontvankelijkheid van het beroep betreft. »

« ART. 38. — In geval van litispendentie of samenhang worden de rechtsvorderingen vóór de rechtbank van eersten aanleg gebracht, indien eene der vorderingen op regelmatige wijze bij haar aanhangig was gemaakt; zooniet worden zij vóór den eerstaangesproken rechter gebracht ».

« ART. 38^{bis}. — De vrederechters en de rechtbanken van koophandel nemen geen kennis van de aanklachten wegens valsheid, van de kwesties van staat en van de betwistingen van rechtstitel. »

Overgangsbepaling.

ART. 2.

Deze wet is van toepassing op al de zaken die vóór hare in werking treding regelmatig ingeleid werden, met uitzondering van zulke zaken waarin de verhandelingen over den grond der zaak zijn gesloten.

Gegeven te Brussel, den 21^{en} Februari 1922.

ALBERT.

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Minister van Justitie,

F. MASSON.